

Interpellation Boinay au Grand Conseil : (session du 17 novembre 1915)

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Korrespondenzblatt des Bernischen Lehrervereins = Bulletin de la Société des instituteurs bernois**

Band (Jahr): **17 (1915-1916)**

Heft 7

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-242756>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Interpellation Boinay au Grand Conseil

(session du 17 novembre 1915).

M. Boinay déclare que le but de son interpellation est d'obtenir la sauvegarde des droits des communes relative aux nominations d'instituteurs, droits trop souvent lésés par la Société des instituteurs bernois. Il ne conteste pas à celle-ci le droit d'association garanti par l'article 56 de la Constitution fédérale; ce droit est indiscutable.

Il donne lecture des articles 1^{er} et 3 des statuts de la Société des instituteurs bernois, pour y relever le but poursuivi par la Société et les moyens dont elle se sert pour arriver à ses fins. Comme toute société qui progresse sent le besoin de reviser ses statuts, la Société des instituteurs bernois a apporté, dès 1908, de nombreuses modifications à ses règlements, et tout particulièrement au sujet de l'assistance judiciaire.

L'interpellateur lit l'article 2 sur les mesures prises par le corps enseignant contre les communes en cas de non-réélection de l'instituteur. Il s'applique à démontrer que les communes ont le droit exclusif de nommer leurs instituteurs. C'est à l'autorité scolaire (soit commune, soit commission) de décider si, oui ou non, la classe sera mise au concours. A l'honneur des communes et du corps enseignant, M. Boinay reconnaît que les cas de non-réélection sont rares. Il se plaît à dire que les places d'instituteur sont stables, voire même inamovibles; que les communes n'ont donc, par conséquent, presque jamais recours à la mise au concours. Cependant, il y a des cas où la négligence de l'instituteur nécessite cette mise au concours, et c'est alors là, précisément, que la Société des instituteurs bernois intervient par le boycottage, mesure contre laquelle M. Boinay proteste. 1) La Société, dit-il, n'a pas le droit d'appliquer l'interdit. Il conçoit que le faible, le pauvre, l'ouvrier use du boycottage contre son patron, mais il ne saurait l'admettre sans réserve de la part d'une association d'instituteurs, où le boycottage engendre des abus. Certes, la lutte pour l'existence crée de nouveaux moyens de défense: les conflits entre ouvriers et patrons sont là pour le prouver; mais pour aplanir les litiges, quels qu'ils soient, il faut se mouvoir dans le cadre de la loi; et c'est à l'autorité à réagir en cas de violation du droit.

L'interpellateur connaît des cas où l'autorité a dû intervenir contre le boycottage. Ceux donc qui font usage de cette arme encourent certaines responsabilités. Mais au cas particulier, le Comité central de la Société des instituteurs bernois ne court aucun risque, les droits de la Société étant

garantis. En cas d'intervention, le Comité a tout à gagner, rien à perdre. Les communes, par contre, risquent d'y perdre la contribution de l'Etat au traitement de l'instituteur. La lutte est inégale. La Société des instituteurs bernois n'a pas le droit de recourir; les instituteurs sont des fonctionnaires publics. Les écoles coûtent de l'argent. Ces fonctionnaires ont des droits à remplir envers l'Etat; ils ne doivent pas jeter le trouble dans les communes, ni s'immiscer dans les affaires de ces dernières. Les maîtres d'école n'ont pas à substituer leurs vœux à ceux de la commune. C'est aux pères de famille de juger si tel ou tel maître est encore digne de rester à l'école; et c'est antidémocratique et agir contre notre loi scolaire que de ne pas leur reconnaître ce droit. Autre raison: le nombre des instituteurs est limité. Les brevets ont créé un monopole dont il ne faut pas abuser. Les instituteurs ne doivent pas s'insurger en matières scolaires. Les greffiers, vous le savez, doivent être fournis d'un brevet. Qu'arriverait-il si une association de greffiers venait à défendre à tous les avocats, à tous les notaires de se présenter pour une place de greffier? Ce serait aller à l'encontre de nos institutions.

Les instituteurs sont groupés en une forte association. Avocats et notaires pourraient en faire autant pour soutenir un des leurs en cas de non-nomination. Mais ils n'en ont pas le droit et l'instituteur ne doit pas l'avoir non plus.

Parlant ensuite de l'intervention de la Société des instituteurs bernois, M. Boinay lui conteste le droit d'enquête qui, selon lui, aboutit toujours à un échec des communes, le Comité central ayant une tendance à excuser l'instituteur en cause, malgré tout. 2) Il reproche aussi à la Société des instituteurs bernois de présenter sa défense au Grand Conseil, avant d'avoir entendu la motion. La brochure du corps enseignant a, en effet, été distribuée aux députés du Grand Conseil; elle explique d'avance l'attitude des instituteurs qui ont tenu à prévenir l'attaque, ce qui ne plaît qu'à demi à l'orateur.

Ce n'est pas à un mobile politique que M. Boinay dit avoir obéi. Il proteste contre cette allégation, car il compte beaucoup d'amis dans le corps enseignant.

L'interpellateur pose la question suivante:

« M. Mosimann faisait-il de la politique quand il interpella le Grand Conseil au sujet du boycottage des écoles par les instituteurs? Non, il défendait simplement le droit des communes. »

Et M. Boinay de lire le texte des délibérations de la session du 22 novembre 1898 relatif au boycottage, délibérations auxquelles avait pris part M. Gobat, alors directeur de l'Instruction

publique. Celui-ci désapprouvait aussi le boycottage et le considérait comme troublant pour les communes.³⁾

Commentant ensuite les cas d'intervention désignés dans la brochure, M. Boinay s'écrie: «Oui, c'est bien le cas du Noirmont qui a motivé l'interpellation; la goutte d'eau a fait déborder le vase! Les communes veulent s'affranchir de toute tutelle.» Il résume l'affaire du Noirmont. Selon lui, plusieurs chefs du parti radical auraient également voté contre M. Rossé. M. l'inspecteur Châtelain aurait déclaré la classe de M. Rossé comme la plus mauvaise. Les articles de journaux signés «Flic», offensants pour Le Noirmont, étaient en réalité sortis de la plume de M. Rossé lui-même. Exempt du service militaire, M. Rossé se fit enrôler dans la landwehr, se fichant ainsi de sa classe. L'inspecteur Poupon partageait les vues de la commission d'école. M. Rossé aurait fait tout aussi bien son devoir en restant à la tête de sa classe. A l'examen d'admission de nouveaux élèves à l'école secondaire, les élèves présentés par l'instituteur en question échouaient régulièrement. Pour lui, la commission d'école n'existait pas; il la faisait marcher!! Il donnait congé quand bon lui semblait et était parti pour prendre les armes sans avertissement.⁴⁾

M. Boinay cite un autre cas: celui de Courchavon, où l'instituteur se rendait également insupportable à la commune et aurait fait des démarches pour la faire mettre sous tutelle.

Une lettre est lue ensuite où M. Boinay incrimine le Comité central de la Société des instituteurs bernois et lui reproche de poser en fait que l'inspecteur seul peut juger l'instituteur en connaissance de cause. «La commission d'école n'est donc rien! Que pensez-vous d'une pareille tenue? Et pour jeter de la poudre aux yeux de la commune de Courchavon, on lui dit que l'instituteur, s'il n'est pas nommé, aura droit à une indemnité.⁵⁾ Non, il faut que des mesures interviennent pour sauvegarder les droits des communes; il ne faut pas que leur appel reste lettre morte. La Société des instituteurs bernois doit rester dans le respect des lois et ne pas rendre le droit illusoire aux communes.»

L'interpellateur parle encore du cas de Fontenet et prétend que là l'instituteur n'a pas été soutenu par la Société des instituteurs bernois comme celle-ci aurait dû. Il trouve la Société des instituteurs bernois partielle.⁶⁾

Autre preuve de partialité: Un instituteur peu commode, soutenu par la Société des instituteurs bernois, est transféré dans une autre commune qui établit une classe supérieure. Personne ne se présente à l'inscription. Pourquoi?

Parce que le maître nouvellement nommé avait jeté son dévolu sur la classe et avait empêché les collègues de la postuler. Au su de ces agissements, la commune supprime cette classe, pour ne pas avoir à nommer l'instituteur en question.

Pour finir, M. Boinay se rit des paroles du syndic de Baden, dont il est fait mention dans la brochure. Il consent volontiers à ce que la Société des instituteurs bernois prenne pour modèle le magistrat argovien, mais l'interpellateur, lui, n'entend pas le considérer comme son patron.

* * *

Unterrichtsdirektor *Lohner* antwortet im Auftrage der Regierung folgendes: Der Interpellant verlangt zu wissen, welche Massnahmen die Regierung zu treffen gedenke, um den Umtrieben des Bernischen Lehrervereins, durch die das freie Wahlrecht der Gemeinden gefährdet werde, zu begegnen. Der Interpellant knüpft an den § 33 des Schulgesetzes an, der folgendermassen lautet: Die Lehrer werden auf den Vorschlag der Schulkommission, nach Mitgabe der bezüglichlichen Bestimmungen der Gemeindeglemente, frei aus der Zahl aller patentierten Bewerber auf die Dauer von sechs Jahren gewählt. Der Interpellant stellt gegenüber das freie Wahlrecht einerseits, die Umtriebe des Bernischen Lehrervereins, durch die dasselbe gefährdet werde, andererseits. Der Redner erörtert zunächst die grundsätzliche Seite der Frage. Das Rechtsverhältnis zwischen Gemeinden und Lehrer ist niedergelegt in den §§ 31 bis 37 des Schulgesetzes. Ueber die Natur dieses Verhältnisses bestehen verschiedene Ansichten. Die einen sagen, es sei durchaus öffentlich-rechtlicher Natur, andere geben ihm mehr den Charakter eines Vertrages, so dass dann Forderungen aus demselben dem Zivilrichter überwiesen werden können. § 31, Alinea 3, lautet: Die Ausschreibung soll alle mit der Stelle verbundenen zulässigen Rechte und Pflichten enthalten, soweit sie sich nicht aus bezüglichlichen Gesetzen und Verordnungen ergeben. Sie hat den Charakter eines für die anstellende Behörde wie für den Lehrer verbindlichen Vertrages. Daraus ergibt sich der Vertragscharakter, doch sind auch öffentlich-rechtliche Bestimmungen massgebend. Das Anstellungsverhältnis wird abgeschlossen auf die Dauer von sechs Jahren und hat nach Verlauf dieser Zeit sein Ende erreicht. Kein Teil ist an und für sich gezwungen, das Verhältnis fortzusetzen. Dies ist jedoch nicht der Normalfall, sondern dieser besteht in der Fortsetzung des Vertrages. Gute innere Gründe sprechen für diese Fortsetzung. Sie liegt einerseits im Interesse der Schule, andererseits aber auch im Interesse des Lehrers. Jede

Nichternewerung des Vertrages bedeutet für den Lehrer eine Existenzfrage. Das Gesetz nimmt ausdrücklich Rücksicht auf diesen Normalfall. § 34 des Schulgesetzes bestimmt: Spätestens drei Monate vor Ablauf der Amtsdauer soll die Wahlbehörde entscheiden, ob die Stelle ausgeschrieben werden soll oder nicht. § 35 sagt: Beschliesst sie, die Stelle nicht auszuschreiben, so ist damit der Inhaber auf eine neue Amtsdauer wiedergewählt. In der Praxis nun macht sich die Erneuerung des Vertrages in den meisten Fällen glatt. Um so mehr erregt es jeweilen Aufsehen, wenn es einmal anders geht und wenn ein Konflikt entsteht. Damit gelangt der Sprecher des Regierungsrates zum zweiten Teil der Interpellation, zu den «Umtrieben des Bernischen Lehrervereins». Er verliest die Zweckbestimmung des Vereins und das Reglement betreffend Schutz der Mitglieder bei ungerechtfertigter Nichtwiederwahl. Ganz besonders hebt er hervor, dass bei Selbstverschulden kein Vereinsschutz erfolge, dass die Intervention dem betreffenden Lehrer nicht aufgedrängt werde, und dass man immer suche, eine friedliche Aussöhnung herbeizuführen. Der Bernische Lehrerverein ist keine Organisation offizieller Natur, sondern ein privater Berufsverband. Sein Bestehen ruht auf *verfassungsmässiger Grundlage*, da gibt es nichts auszusetzen. Sein Zweck ist die Hebung des Lehrerstandes und die Förderung des Schulwesens. Diesen Zweck will er durch gesetzliche Mittel erreichen, unter anderem durch den Vereinsschutz. Die Zeiten sind vorbei, da der arme Schulmeister vor jedem Stirnrunzeln des Pfarrherrn oder irgend einer Dorfgrösse erschrak.⁷⁾ Person und Wirksamkeit des Lehrers werden ganz anders eingeschätzt, und dies ist nur zum Wohle der Schule. Der Redner weist hin auf die Erörterungen im Rate und im Volke bei Anlass der Beratung des Besoldungsgesetzes von 1909 und fährt dann fort: Doch auch da ist das goldene Zeitalter noch nicht angebrochen, und heute noch gibt es Missheiligkeiten zwischen Gemeinden und Lehrern. In den meisten Fällen, die uns beschäftigen, spielt nicht die *berufliche Tüchtigkeit*, sondern die *persönliche Missstimmung* die Hauptrolle. Und da ist nicht nur ein Teil der Schuldige. In den Fällen von Nichtwiederwahlen greift dann der Bernische Lehrerverein ein an Hand seiner Statuten- und Reglementsbestimmungen. Dies ist nun in der Tat die Einmischung eines Dritten in das Rechtsverhältnis zwischen Gemeinde und Lehrer. Es erhebt sich die Frage: Ist dies grundsätzlich zulässig? Die Frage des Boykotts hat uns schon wiederholt beschäftigt, und es hat sich eine feststehende Praxis herausgebildet. Das Bundesgericht hat den Boykott unter fol-

genden Voraussetzungen als zulässig erklärt: 1. Wenn er nicht gegen die Rechtsordnung und die gute Sitte verstösst. 2. Wenn nicht unerlaubte Mittel angewendet werden. 3. Wenn nicht der wirtschaftliche Ruin des Boykottierten angestrebt wird. *Die Frage des Boykotts des Bernischen Lehrervereins muss an Hand dieser Rechtsauffassung behandelt werden.* Dazu aber tritt dann noch ein weiterer Moment, das *öffentlich-rechtliche Interesse*, das allerdings schon unter Punkt 1 erwähnt ist. Es folgt daraus der allgemeine Grundsatz: Der Rechtsstandpunkt des Bernischen Lehrervereins ist nicht von vornherein unzulässig, ausschlaggebend ist die Art der Anwendung im einzelnen Falle.

Der Rat hat das Verfahren des Bernischen Lehrervereins gehört, ihn interessiert die Stellungnahme der Staatsbehörden. Da ist zu sagen: Nur die wenigsten Fälle von Interventionen des Bernischen Lehrervereins gelangen zur Kenntnis der Unterrichtsdirektion. Dies geschieht nur, wo drohende Konflikte nicht im Keime erstickt werden können und wo ihr Eingreifen notwendig wird, um die Stelle rechtzeitig besetzen zu können. Dieses letztere ist die Pflicht der Staatsbehörden. Die Meinung der Unterrichtsdirektion ist: Grundsätzlich muss die Verteidigung des angegriffenen Lehrers durch den Bernischen Lehrerverein anerkannt werden, sofern nicht unerlaubte Mittel zur Anwendung kommen. Es ist dies ein Ausfluss des Koalitionsrechtes. Man kann also der Entwicklung der Dinge, wie sie durch das Eingreifen der «Lehrergewerkschaft» erfolgt ist, grundsätzlich nicht entgegentreten. Die Schwierigkeiten beginnen erst bei der praktischen Durchführung der Bestimmungen des Bernischen Lehrervereins. Die Sperre ist ein gefährliches Mittel und nur im äussersten Notfalle anzuwenden. Das gebietet das Ansehen des Lehrerstandes und die Rücksichtnahme auf die öffentliche Meinung, der sich auch der Lehrerstand nicht entziehen kann. Hier ist also eine *natürliche Grenze*. Eine andere Schranke ist die *gesetzliche*, das Oberaufsichtsrecht der Staatsbehörden. Die Unterrichtsdirektion wird nicht mit verschränkten Armen zuschauen, wenn eine Sperre ungerechtfertigt verhängt wird, sondern sie wird einschreiten. Zunächst wird sie mit dem Bernischen Lehrerverein konferieren und dem Kantonalvorstand nahelegen, auf die Sperre zu verzichten und schon unternommene Schritte zurückzunehmen. Wenn es nicht *mit* dem Bernischen Lehrerverein geht, so *gegen* ihn, indem sie mit allen Mitteln dafür sorgt, dass die Stelle trotz Boykott besetzt wird. Diese Grenzen bieten Gewähr dafür, dass kein schweres Unrecht passiert. Der Redner hat schon in einem Falle mit dem Kantonalvorstande

gesprochen. Damals lag der Fehler beim Lehrer, aber auch die Schulkommission hatte sich höchst ungeschickt benommen. So liegen eben die meisten Fälle. Das Ergebnis der Besprechung war, dass keine Sperre eintrat. Die gegenwärtige Zusammensetzung des Kantonalvorstandes zeigt, dass keine Gefahr im Verzuge ist. Von der Einsicht der verantwortlichen Leiter des Bernischen Lehrervereins darf man erwarten, dass kein Missbrauch mit der Sperre getrieben wird.⁸⁾ Im Anfang mögen im Uebereifer da und dort Missgriffe vorgekommen sein, mag diese und jene Warnung zu rasch erlassen worden sein. Im Laufe der Zeit aber hat sich eine Praxis gebildet, und man hat aus begangenen Fehlern gelernt; Missbrauch wird nicht getrieben. Auf der andern Seite gibt es auch eine Menge von Ungerechtigkeiten und Rechtswidrigkeiten bei den Gemeinden. Die Gemeinden und die Gemeindebehörden sind nicht unfehlbar. Oder was soll man zu folgendem Fall sagen: Eine Gemeinde bestätigt mit offenem Handmehr eine Lehrkraft in ihrem Amte! Da kommt ein Bürger und verlangt einen zweiten, geheimen Wahlgang. Die Gemeinde geht darauf ein, und nun beschliesst die gleiche Gemeindeversammlung Ausschreibung der Stelle. Das ist schon grober Unfug! Der Herr Interpellant hat auch behauptet, der Bernische Lehrerverein messe nicht mit gleicher Elle, er bevorzuge die Lehrer einer politischen Richtung. *Das ist falsch.* Aus den Akten ergibt es sich, dass der Vereinsschutz den Lehrern aller politischen Richtungen in gleicher Weise zugute kommt. Das Verfahren des Bernischen Lehrervereins ist nicht populär und hat zu Gegenaktionen gerufen. Im alten Kantonsteil war seinerzeit von der Gründung eines Verbandes der Schulkommissionen die Rede. Im Jura ist ein solcher Verband geschaffen worden. (Wir werden noch darauf zu sprechen kommen. O. G.) Auch diese Gründung ist *privater Natur*, ist eine *Kampforganisation!* Hoffentlich tritt sie so wenig als möglich in Funktion. Der Kampf um Personenfragen tut unserer Schule nicht gut.

Der Herr Interpellant hat zwei ganz besondere Fälle herausgegriffen, Noirmont und Courchavon; aber gerade diese beiden Beispiele sind nicht glücklich gewählt. Die Tüchtigkeit und Eignung des Lehrers stand nicht in Frage, sondern im Vordergrund standen persönliche Missheiligkeiten. Auf der einen Seite stand der Lehrer mit seinen Anhängern, auf der andern der curé mit seiner Partei. Der Fall Rossé in Noirmont hat seine besondern Eigentümlichkeiten. Rossé ist ein tüchtiger Lehrer. Es ist zwar gestern etwas anderes behauptet worden. Demgegenüber steht der Bericht des Inspektors Poupon, der

Herrn Rossé als einen eifrigen, seiner Pflicht ergebenen Lehrer schildert. Auf dieses Gutachten muss sich die Unterrichtsdirektion stützen, und sie hat keinen Grund, an den Aussagen des Herrn Poupon zu zweifeln. Im Vordergrund steht die journalistische Tätigkeit des Herrn Rossé. Herr Rossé führt eine spitze Feder, der er keinen Zügel anlegt. Im allgemeinen gilt diès als ein Vorzug; es wurde aber eine Gefahr für den Lehrer, der auf exponiertem Posten stand. In Noirmont ist nicht alles gleicher Meinung; da braucht es nicht viel, so ist Feuer im Dach. Der Wahlverhandlung ging eine kolossale Agitation voraus, entgegen der Darstellung des Interpellanten. Eine Agitationsschrift warf Rossé vor, er verweigere die Kultussteuern, und behauptete, protestantische Gemeinden hätten seine Bewerbung um eine Stelle zurückgewiesen. Er sei also nicht Protestant und darum Atheist. Einem Atheisten aber dürften die Familienväter von Noirmont ihre Stimme nicht geben. Ein schwerer Vorwurf wurde gegen Rossé erhoben, indem man behauptete, er habe das Kruzifix hinter den Schrank gestellt. Wäre dem so, so verdiente er den schwersten Tadel. Der Beweis für die Anklage konnte jedoch nicht erbracht werden. Der Lehrer sollte immerhin über den nötigen Takt und über die nötige Zurückhaltung verfügen; das erfordert seine Stellung. Die Sprengung erfolgte mit 127 gegen 112 Stimmen, ein Beweis, dass der Lehrer nicht allen Boden in der Gemeinde verloren hatte. Nun begannen die Unterhandlungen, die aber erfolglos verliefen, worauf der Boykott in Funktion trat. Dieser hatte anfänglich Erfolg, dann aber meldete sich ein gewisser Voisard, der allerdings als Alkoholiker und *coureur aux femmes* geschildert wird. Die Schulkommission wählte ihn provisorisch und die Unterrichtsdirektion bestätigte ihn «*faute de mieux*». Im Falle Piquerez, Courchavon, war auch nicht die Tüchtigkeit als Lehrer, sondern persönliche Ranküne im Spiele. Der Pfarrer nahm es übel, dass ihm der Lehrer als Gemeinbeschreiber alle Jahre einen Steuerzettel ins Haus sandte. Das war übertriebene Empfindlichkeit! Ein gesegnetes Wirken des Lehrers war nicht mehr möglich; Herr Piquerez konnte noch ein halbes Jahr amtieren, dann zog er weiter. Der Vertreter der Regierung fasst zusammen: Gegenwärtig ist kein Anlass, Bedenken zu hegen; der Regierungsrat wird die Verhältnisse im Auge behalten und Auswüchsen entgegentreten. Besondere Massnahmen wird er keine ergreifen. Der Interpellant, Herr Boinay, erklärt sich **nicht** vollständig befriedigt. (Was auch gar nicht nötig ist. O. G.)

Anmerkungen.

1) Wir müssen immer und immer wieder betonen, dass der B. L. V. nicht eingreift, wenn ein Selbstverschulden des Lehrers vorliegt. Herr Regierungsrat Lohner hat dies in seiner Antwort anerkannt. Wir können es aber auch statistisch beweisen (siehe Nr. 6 des Korrespondenzblattes, laufender Jahrgang, pag. 90). Es ist also eine Verschiebung der Tatsachen, wenn Herr Boinay behauptet, wir griffen gerade dann ein, wenn ein Lehrer durch seine Nachlässigkeit eine Nichtwiederwahl bewirkt habe.

2) Herr Boinay spricht uns das Recht ab, eine Untersuchung zu führen. Das ist geradezu lächerlich, denn worin besteht diese Untersuchung? Wir beauftragen unsern Sektionsvorstand, uns sein Gutachten über den «Fall» zu geben. Die Mitglieder dieses Vorstandes kennen die nähern Umstände auf Grund persönlicher Bekanntschaft mit dem Lehrer, den Behörden und den Bürgern der betreffenden Ortschaft. Herr Boinay wird uns doch nicht verbieten wollen, unsere Vereinsmitglieder um Auskunft zu ersuchen! — Dann bitten wir in einem höflichen Schreiben den Schulinspektor um seine Meinungsäußerung, und zuletzt fragen wir die Schulkommission ebenso höflich an, ob sie bereit wäre, den Fall mit uns zu besprechen. Das alles sind doch gewiss erlaubte Dinge, gegen die nicht protestiert werden kann.

3) Herr Boinay zieht die Reklamation des verstorbenen Grossrats Mosimann von Rüscheegg anlässlich der Beratung des Berichtes über die Staatsverwaltung am 22. November 1898 wieder ans Tageslicht. Er verschweigt aber, dass der K. V. des B. L. V. in einer Eingabe an den Grossen Rat die von Mosimann kritisierten Dinge richtig stellte. Wir entnehmen dieser Eingabe folgendes:

a. Der B. L. V. hatte über die Gemeinde Latterbach nie den Boykott verhängt, und zwar aus dem einfachen Grunde, weil der gesprengte Lehrer dem Verein nicht angehörte.

b. Im zweiten Falle wurde der betreffende Lehrer durch eine Dorfintrige in schwachbesuchter Gemeindeversammlung mit 11 gegen 9 Stimmen in seinem Amte nicht bestätigt. Auf Vermittlung des Zentralkomitees hin wurde er in der zweiten Gemeindeversammlung mit 39 von 49 gültigen Stimmen wiedergewählt, und zwar ohne jede Bedingung, hatte doch die Schulkommission darauf verzichtet, einen Antrag zu stellen. An einem Examen, kurz nach der Wahlverhandlung, äusserte sich der offizielle Sprecher der dem Lehrer eher feindlich gesinnten Schulkommission vor Behörden und Eltern folgendermassen: «Wir hoffen, dass Herr X. noch viele Jahre an unserer Schule wirken möge.» Das

Remarques.

1) Il importe que nous ne cessions de répéter que le B. L. V. ne se mêle pas des cas où la culpabilité du maître est avérée; M. Lohner, directeur de l'Instruction publique, en a témoigné dans sa réponse. Mais nous pouvons aussi le prouver par la statistique (voir n° 6 du Bulletin de l'année courante, page 90). M. Boinay altère donc les faits quand il prétend que nous intervenons précisément quand un instituteur a provoqué, par sa négligence, une non-réélection.

2) M. Boinay nous conteste le droit de procéder à une enquête. C'est là chose tout à fait risible, car en quoi consiste cette enquête? Nous chargeons notre comité de section de nous donner son préavis sur le cas. Les membres de ce comité connaissent en détail les circonstances qui ont engendré le cas, vu qu'ils sont en rapport direct avec le maître, les autorités et les habitants de la localité en question. M. Boinay ne veut pourtant pas nous empêcher de nous informer auprès de nos membres! Nous demandons ensuite à l'inspecteur scolaire de vouloir bien nous donner son appréciation, et enfin nous adressons également une lettre courtoise à la commission d'école, en la priant de discuter l'affaire avec nous, si elle n'y voit pas d'inconvénient. Ne sont-ce pas là autant de choses permises, contre lesquelles on ne saurait protester?

3) M. Boinay met de nouveau en lumière la réclamation de feu le député Mosimann, de Rüscheegg, faite à l'occasion de la délibération sur le rapport relatif à l'administration de l'Etat, du 22 novembre 1898. Mais il passe sous silence la pétition que le C. C. du B. L. V. adressa au Grand Conseil et par laquelle furent rectifiés les points critiqués par M. Mosimann. Nous extrayons les lignes suivantes de ladite pétition:

a. Le B. L. V. n'avait jamais boycotté la commune de Latterbach, pour la simple raison que l'instituteur lésé ne se rattachait pas à notre Société.

b. Dans le deuxième cas, l'instituteur en question fut mis en échec, ensuite d'une intrigue de village, à l'assemblée communale peu fréquentée qui, par 11 voix contre 9, ne le confirma pas dans ses fonctions. Grâce à l'intervention du C. C., l'instituteur fut réélu dans un nouveau tour de scrutin par 39 voix sur 49 suffrages, et cela sans condition aucune, la commission d'école ayant renoncé à toute proposition à ce sujet. A un examen, peu après la votation, l'orateur officiel de la commission d'école, qui avait été auparavant l'ennemie déclarée de l'instituteur, s'exprima comme suit, en présence des autorités et des parents: «Nous

alles hätte Herr Boinay wissen können; dass er es verschwiegen, zeugt nicht von ritterlicher Kampfweise.

4) Der Fall Rossé in Noirmont ist von Herrn Boinay ganz einseitig dargestellt worden. Herr Regierungsrat Lohner hat den Interpellanten in ganz unzweideutiger Weise korrigiert, was aber Herrn Boinay nicht hinderte, seine Darstellung im «Pays» ohne jede Berichtigung zu wiederholen. Daraufhin hat Herr Rossé selbst zur Feder gegriffen und im «Journal du Jura» an Hand amtlicher Atteste dargetan, dass in Sachen der Schulführung und seines moralischen Verhaltens kein Vorwurf gemacht werden könne. Der Sekretär des B. L. V. hat diese Zeugnisse eingesehen, ebenso zwei Petitionen von Familienvätern, die sich für die Wiederwahl des Herrn Rossé aussprachen. Klipp und klar weist Herr Rossé nach, dass politische Dinge der Sprengung zu Grunde lagen, eine Tatsache, die übrigens schon durch die Untersuchung der Unterrichtsdirektion und des B. L. V. erhärtet war. Merkwürdig ist es, dass im Frühling 1914 in Noirmont kein Mensch etwas sagte von nachlässiger Schulführung etc., sondern dass diese Anklagen erst im Herbst kamen, als der Boykott seine unangenehmen Wirkungen auszuüben begann.

5) Im Falle *Courchavon* hat uns Herr Boinay vorgeworfen, wir hätten der Gemeinde einen unqualifizierbaren Brief geschrieben, in dem wir ihr mit dem Zivilrichter drohten, wenn der Lehrer nicht wiedergewählt würde. Die Sache verhält sich so: Die Amtsdauer des Lehrers war am 31. Oktober 1909 abgelaufen; laut § 34 des Schulgesetzes hätte die Gemeindeversammlung spätestens am 31. Juli über Ausschreibung oder Nichtausschreibung der Stelle entscheiden müssen. Die Gemeindeversammlung trat aber erst am 3. Oktober, also volle 2 Monate zu spät, zusammen. Während dieser Zeit blieb der Lehrer im Unwissen und konnte sich nirgends melden. Die Gemeinde hatte sich zum Schaden des Lehrers einer Gesetzesverletzung schuldig gemacht, und für diesen Schaden verlangte der B. L. V. Entschädigung.

6) Herr Boinay wirft dem B. L. V. *Parteilichkeit* vor. Er stützt seine Behauptung auf folgenden Fall: In der Gemeinde F. amtierte ein der Partei des Herrn Boinay angehöriger Lehrer. Er war alt, vermöglich, litt aber an einem Gehörleiden, weshalb ihn die Gemeinde sprengen wollte. Der B. L. V. intervenierte und verschaffte dem Lehrer eine Frist von einem Jahre, um seinen Rücktritt in aller Ruhe bewerkstelligen zu können. Das Abkommen darf in Anbetracht der gesundheitlichen wie der finanziellen Verhältnisse des Lehrers, sowie des Umstandes, dass dieser Mitglied der

espérons que M. X. sera encore de nombreuses années en activité à notre école.» M. Boinay aurait pu savoir tout cela; il a préféré l'ignorer, ce qui n'est pas à l'honneur de sa manière d'agir.

4) Le cas Rossé du Noirmont a été exposé par M. Boinay d'une façon tout à fait partielle. M. Lohner, conseiller d'Etat, a corrigé les paroles de l'interpellateur de façon non équivoque, ce qui n'a pas empêché M. Boinay de répéter son plaidoyer dans le «Pays» dans les mêmes termes, sans aucune rectification. Là-dessus, M. Rossé a lui-même repris la plume pour se défendre par l'organe du «Journal du Jura» et à l'appui de pièces justificatives officielles, des accusations qui lui étaient imputées au sujet de sa moralité et de la conduite de sa classe. Il en ressort qu'aucun blâme ne peut être adressé à M. Rossé à cet égard. Le secrétaire du B. L. V. a pris connaissance de ces témoignages, ainsi que des deux pétitions des pères de famille qui s'étaient prononcés pour la réélection de M. Rossé. Celui-ci démontre clairement que ce sont des motifs politiques qui ont été à la base de sa révocation, fait qui a d'ailleurs été souligné déjà par le résultat des démarches faites par la direction de l'Instruction publique et le B. L. V. Il est étonnant qu'au Noirmont personne n'ait rien dit au printemps 1914 au sujet de la mauvaise tenue de la classe et que les plaintes ne soient parvenues qu'en automne, au moment où le boycottage commençait à faire ressentir ses effets.

5) Dans le cas de *Courchavon*, M. Boinay nous a reproché d'avoir écrit une lettre inqualifiable à la commune que nous aurions menacée de procédure civile si l'instituteur n'était pas réélu. Il n'en est rien: Les fonctions du maître expiraient le 31 octobre 1909; à teneur de l'article 34 des lois scolaires, la commune aurait dû décider au plus tard le 31 juillet si, oui ou non, elle allait prononcer la mise au concours de la place. Mais l'assemblée communale ne se réunit que le 3 octobre, donc deux mois trop tard. Pendant ce temps, le maître fut laissé dans l'incertitude et ne put poser sa candidature nulle part. La commune ayant transgressé la loi au détriment du maître d'école, le B. L. V. exigea un dédommagement en faveur de l'instituteur lésé.

6) M. Boinay accuse le B. L. V. de *partialité*. Il appuie son dire sur le cas suivant: Un instituteur, appartenant au parti de M. Boinay, était en fonctions dans la commune de F. Il était vieux, fortuné, mais souffrait de surdité, raison pour laquelle la commune voulut le révoquer de ses fonctions. Le B. L. V. intervint et procura un délai d'un an à l'instituteur pour qu'il puisse opérer sa retraite en toute tranquillité. Le com-

Lehrerversicherungskasse war, als durchaus loyal bezeichnet werden. Nach einem Jahre jedoch wollte der Lehrer das Abkommen nicht einhalten und seine Demission nicht eingeben. Der B. L. V. machte ihn auf sein Versprechen aufmerksam, und das nennt Herr Boinay Parteilichkeit.

Herr Regierungsrat Lohner hat in seiner Antwort die Interpellation arg zerzaust und unbarmherzig den wahren Grund derselben dargelegt. In ganz moderner Weise hat er sich über unser Koalitionsrecht ausgesprochen. Wir haben uns in seinem Votum ebenfalls einige Stellen angemerkt, auf die wir hier kurz eintreten wollen.

7) Die Person und Wirksamkeit des Lehrers sind anders geworden! Jawohl, hier ist ein wesentlicher Fortschritt erzielt worden. Viel trugen dazu bei die bessere Bezahlung der Arbeit des Lehrers, die Reform der Schulaufsicht etc. Einen nicht geringen Anteil am Erfolge aber trägt unzweifelhaft die konsequente Arbeit des B. L. V. an der Hebung der sozialen und ökonomischen Stellung des Lehrerstandes. Und da ist es gerade unsere Interventionspolitik, die viel getan hat. Sie gab dem Lehrer einen starken Rückhalt und nötigte die Gemeinden, den Lehrerwahlen und Wiederwahlen vermehrte Beachtung zu schenken. Eine Lehrerwahl in den Gemeinden ist keine quantité négligeable mehr, sondern eine Angelegenheit, der man die grösste Bedeutung beimisst. Dass dies der Schule nur zum Vorteil gereichen kann, liegt auf der Hand.

8) Es ist für uns von grösster Wichtigkeit, dass vom Regierungsratsstische aus das grundsätzliche Recht des B. L. V. zur Verhängung des Boykotts anerkannt wurde. Dass es Grenzen gibt, an denen auch wir Halt machen müssen, wissen wir aus langer Erfahrung. Die öffentliche Meinung darf uns nicht gleichgültig sein, obschon auch sie sich irren kann. Eines aber werden sich alle die merken müssen, die je berufen sein werden, über die Verhängung eines Boykotts ihr Urteil abzugeben: Nur gestützt auf peinlich genaue Untersuchung darf ein Boykott verhängt werden, denn er ist immerhin eine zweischneidige Waffe, die, unvorsichtig geführt, dem Verein eher Schaden als Nutzen stiften kann.

Damit schliessen wir die Betrachtung über die Interpellation Boinay. Im grossen und ganzen dürfen wir mit dem Ausgang zufrieden sein. Trefflich hat Herr Seminarlehrer Geissbühler im Evangelischen Schulblatt die Situation bezeichnet, indem er schreibt:

«..... Der Unterrichtsdirektor hat darum auch in seiner Beantwortung der Interpellation Boinay dem Lehrerverein Recht gegeben, im Hinblick auf die massvolle und wohlüberlegte Praxis in der Ausübung seines Schutzes durch Sprengung

promis peut être considéré comme absolument loyal en raison des circonstances de santé et des conditions économiques du maître qui, de plus, se rattachait à la caisse d'assurance des instituteurs. Un an plus tard, l'instituteur ne voulut point tenir parole et refusa d'envoyer sa démission. Le B. L. V. le rendit attentif à sa promesse, et c'est là ce que M. Boinay appelle de la partialité.

Dans sa réponse, M. Lohner, conseiller d'Etat, a vivement attaqué l'interpellation et en a montré impitoyablement le vrai mobile. Il s'est exprimé d'une façon tout à fait moderne sur notre droit d'intervention. Nous avons pris note de quelques-unes des remarques faites par l'orateur et en donnons ici un bref aperçu.

7) La personnalité et l'activité du maître d'école ont évolué. Et à cet égard, il y a réel progrès. Les traitements qui répondent mieux au travail de l'instituteur, la réforme de la surveillance de l'école, etc....., y contribuèrent pour une bonne part. Par son travail conséquent, qui tend à relever la position économique et sociale du corps enseignant, le B. L. V. peut également revendiquer sa part de succès. Notre politique d'intervention a tout particulièrement contribué à ce résultat. Elle a été pour l'instituteur un appui sûr et pour les communes un avertissement, afin qu'elles attachassent plus d'importance aux nominations et réélections d'instituteurs. La nomination d'un instituteur n'est plus considérée dans les communes comme quantité négligeable; au contraire, on en comprend maintenant la juste valeur, et cela pour le plus grand bien de l'école.

8) Il est de la plus haute importance que le gouvernement reconnaisse au B. L. V. le droit fondamental de recourir au boycottage. Nous savons par expérience qu'il y a des limites que nous ne devons pas outrepasser. Bien qu'elle puisse s'égarer, l'opinion publique ne doit pas nous être indifférente. Il est une chose dont tous ceux qui auront un jour à se prononcer sur la mise en interdit doivent prendre bonne note, à savoir: Etant une épée à deux tranchants, le boycottage ne doit être appliqué qu'après un examen scrupuleusement exact, car, employé imprudemment, il peut porter préjudice à notre Société.

C'est sur cette considération que nous voulons clore nos remarques relatives à l'interpellation Boinay. D'une manière générale, nous pouvons être satisfaits de l'issue de cette affaire. Avec beaucoup d'à-propos, M. Geissbühler, professeur au séminaire de Muristalden, dépeint dans la « Feuille pédagogique évangélique » la situation comme suit:

bedrohter Lehrer. Der Interpellant erklärte sich zwar nicht völlig befriedigt; aber die Sache ist erledigt. Der Lehrerverein wird ferner vorsichtig seines Amtes walten. Ueber den Gemeinden, die Wiederwahlen von Lehrern missbrauchen sollten zu gemeinen Racheakten, bleibt das Damoklesschwert des Boykottes hängen. Wenn sich nun noch jeder Lehrer bemüht, sein Amt einwandfrei zu führen und in seinem Wandel den Takt zu beobachten, der einem Lehrer als gebildetem Manne eigen sein soll, kann er mit geradem Rücken und erhobenen Hauptes der periodischen Wiederwahl entgegensehen.»

Vereinigung der Schulkommissionen des Jura.

Herr Grossrat Boinay hat in seiner Interpellation viel von der Freiheit der Gemeinden gesprochen und verlangt, dass die Regierung diese durch ganz besondere Massnahmen schütze. Nun führt uns der Zufall einen Statutenentwurf über eine Vereinigung jurassischer Schulkommissionen aufs Pult. Wir können nicht umhin, dieses interessante Aktenstück zu publizieren, damit unsere Mitglieder sehen, wie man das Wort Freiheit bei den Herren Daucourt und Boinay versteht.

Art. 1. Die Schulkommissionen des katholischen Jura treten zu einer Vereinigung zusammen, die bezweckt:

- a. Verteidigung der Rechte und Freiheiten, die das Gesetz den Gemeinden zusichert.
- b. Beschützung der Lehrer, die ihren Pflichten wahrhaft treu sind.
- c. Unterstützung der Interessen der Jugend und der Begehren der christlichen Familienväter in Schulsachen.

Art. 2. Die Vereinigung trägt den Titel: «Vereinigung der jurassischen Schulkommissionen». Sie hat ihren Sitz in Pruntrut, wo die Hauptversammlungen abgehalten werden.

Art. 3. Jede Schulkommission einer katholischen Kirchgemeinde kann Mitglied der Vereinigung werden. Die Anmeldung geschieht schriftlich beim Zentralkomitee durch den Präsidenten oder an seinem Platze durch ein hierzu berechtigtes Mitglied.

«..... C'est pourquoi, dans sa réponse à l'interpellation Boinay, la Direction de l'Instruction publique a donné raison à la Société des Instituteurs bernois, sachant bien que celle-ci n'use du boycottage que d'une manière pondérée et réfléchie pour protéger les maîtres lésés. L'interpellateur ne s'est pas déclaré entièrement satisfait, mais qu'importe, la question est maintenant liquidée. Comme par le passé, le B. L. V. continuera à exercer ses fonctions avec précaution. L'épée de Damoclès du boycottage reste donc suspendue au-dessus des communes qui, par esprit de vengeance, pourraient abuser des réélections d'instituteurs. Si chaque instituteur s'efforce de remplir ses fonctions de façon irrécusable et observe dans sa conduite le tact qui doit être la qualité maîtresse de l'homme cultivé, il pourra affronter sans crainte le renouvellement périodique des réélections.»

Association des commissions d'écoles jurassiennes.

M. Boinay, député au Grand Conseil, a beaucoup parlé, dans son interpellation, de la liberté des communes et a demandé que le gouvernement la protège par des mesures toutes spéciales. Et, chose singulière, il nous arrive un projet statutaire concernant une association des commissions d'écoles jurassiennes. Il est de notre devoir de publier cet intéressant projet pour éclairer les membres de notre Société sur ce que Messieurs Daucourt et Boinay entendent par ce mot liberté.

Article 1^{er}. Il est fondé, entre les commissions d'écoles du Jura catholique, une association destinée à défendre les droits et les libertés que la loi assure aux communes, à protéger les instituteurs réellement fidèles à leurs devoirs, et à soutenir, avec les intérêts de la jeunesse, les revendications des pères de familles chrétiens en matière scolaire.

Art. 2. La société porte le titre d'Association des commissions d'écoles jurassiennes. Elle a son siège à Porrentruy où se tiennent les assemblées générales.

Art. 3. Chaque commission d'école d'une paroisse catholique peut faire partie de l'Association, si elle en fait la demande écrite au Comité central par l'organe de son président ou, à son défaut, d'un membre autorisé.

Art. 4. La société nomme à sa tête un Comité central composé de sept membres qui devront habiter: deux le district de Delémont, deux le